



SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-OUEST

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES
Maîtrise d'œuvre Privée (MOP)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)
VALANT ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

OBJET DU MARCHÉ

EVREUX (27) – Val de Reuil –
DGA TH – 0002 – B600 –
Réhabilitation-extension d'une zone de stockage et de travail
Marché de MOP

Montant du marché	<i>Se rapporter à la partie Acte d'engagement du présent document</i>		
Imputation budgétaire	Mission défense		
Mois zéro	Voir courrier de notification	N° EJ	Voir courrier de notification
Code CPV	712400000-2	Code GM	36.04.02
Numéro de marché	25PRNS044		

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	3
1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
Catégories d'ouvrage : l'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie réhabilitation d'ouvrage de bâtiment.....	4
Mode de dévolution des marchés de travaux et nature des travaux	4
Découpage calendaire de l'opération.....	4
1.2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	4
1.2.1 Lots : Sans objet.....	4
1.2.2 Tranches : Sans objet.....	4
1.2.3 Parties techniques : Sans objet.....	4
1.3 DESCRIPTION DES MISSIONS ET ELEMENTS DE MISSION	4
1.3.1 Eléments de la mission de base	4
1.3.2 Missions complémentaires	5
1.4 DOCUMENTS A TRANSMETTRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ	5
1.4.1 Documents à transmettre pendant la mission	5
1.4.2 Documents à transmettre après la réception	5
1.5 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
1.6 PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
2. INTERVENANTS.....	6
2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur	6
2.2 Maître d'ouvrage.....	6
2.3 Titulaire.....	6
Coordonnateur SPS.....	7
Contrôleur Technique.....	7
2.4 SOUS-TRAITANCE.....	7
2.4.1 Sous-traitants de rang 1	7
2.4.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant.....	8
3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
3.1 PIECES PARTICULIERES.....	8
3.2 PIECES GENERALES	9
3.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES.....	9
4. DISPOSITIONS FINANCIERES	9
4.1 FORFAIT REMUNERATION.....	9
4.1.1 ENVELOPPE DE REMUNERATION DU MOP	9
4.1.2 REPARTITION DES HONORAIRES DU MOP PAR ELEMENT DE MISSION.....	10
4.2 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	11
4.3 ECHEANCIER DES DEMANDES DE PAIEMENT	12
4.3.1 Missions de base.....	12
4.3.2 Missions complémentaires	12
4.4 FORME ET VARIATION DES PRIX.....	13
4.4.1 Mois d'établissement des prix	13
4.4.2 Modalités de variation des prix	13
4.4.3 Calcul de la variation de prix	13
4.5. AVANCE	14
5. MODALITES D'EXECUTION DES ELEMENTS DE MISSION	14
5.1 ELEMENTS DE MISSION DE BASE, AVEC DELAIS ET PENALITES.....	14
5.2 AUTRES PENALITES	18

5.3 RECEPTION DES DOCUMENTS ET DELAIS D'APPROBATION	18
5.4 PENALITES POUR NON-RESPECT DANS LA REMISE DES DOCUMENTS	19
6. ELEMENTS DE MISSION DET	19
6.1 Ordres de services délivrés par le maître d'œuvre.....	19
6.2 Suivi de l'exécution des travaux – réunion de chantier (cf article 2.7.2 b. du CCTP).....	19
6.3 Vérification des comptes des titulaires des marchés de travaux.....	20
Etablissement des états acomptes mensuels	20
Etablissement du décompte général	20
Notification des révisions de prix définitives	20
Contrôle du projet de décompte général	20
7. ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION.....	21
Opérations préalables à la réception.....	21
Dossier des ouvrages exécutés.....	21
Instruction des mémoires de réclamation	21
8. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION.....	21
8.1 AVANT LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX – COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX (CPT).....	21
8.2 A LA NOTIFICATION DES MARCHES DE TRAVAUX – COUT DE REALISATION DES TRAVAUX (CRT).....	22
8.3 A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX - COUT CONSTATE APRES L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX (CC)	22
9. PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	23
9.1 APPLICATION DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	23
9.2 COLLABORATION DANS LA PHASE DES ETUDES.....	23
9.3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	24
10. PROPRIETE INTELLECTUELLE	24
11. ASSURANCE	24
13. MODALITES D'ARRET OU DE RESILIATION DES PRESTATIONS OU DU MARCHÉ	25
13.1 ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	25
13.2 RESILIATION DU MARCHÉ.....	25
13.2.01 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage.....	25
13.2.02 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers	25
14. PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURE DE SECURITE	25
14.1 Protection du secret de la défense nationale.....	25
14.1.1 RESTRICTIONS DIVERSES	26
14.1.2 CONTROLE NOMINATIF	26
14.1.3 CONTROLE DES ACCES.....	26
14.1.4 CONTROLE DES VEHICULES.....	26
14.1.5 IDENTIFICATION DES SALARIES EMPLOYES SUR LE CHANTIER - PORT D'UN BADGE.....	27
14.2 Enquête administrative nominative (Contrôle PRimaire (CPR) des personnes physiques).....	27
14.3 Transmission des documents marqués « diffusion restreinte »	27
15. RAPPEL DES DEROGATIONS AU CCAG/MOE	28

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre privée (MOP) relatif à l'opération de réhabilitation-extension d'une zone de stockage et de travail, DGA TH – B 600 à Val de Reuil (27).

Le titulaire doit les livrables mentionnés aux articles 1.4.1 et 1.4.2 du présent CCAP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché s'exécute à compter de sa notification et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux, éventuellement prolongé.

Durée estimative du marché : 53 mois.

Date estimative de démarrage de la mission : juin 2026.

Catégories d'ouvrage : l'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie réhabilitation d'ouvrage de bâtiment.

Mode de dévolution des marchés de travaux et nature des travaux

La dévolution des travaux est prévue par une ou plusieurs procédures de marché, avec au maximum 2 lots. La durée des travaux est estimée à 16 mois (hors période de préparation de 2 mois). Le mode de dévolution des travaux sera arrêté définitivement par le maître de l'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre au plus tard à la fin des études d'avant-projet définitif (APD).

Découpage calendaire de l'opération

Durée de la phase conception et étude : Juillet 2026 à Novembre 2027

Durée de la phase réalisation : Décembre 2027 à Août 2029

La livraison des infrastructures est souhaitée pour septembre 2029

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Lots : Sans objet

1.2.2 Tranches : Sans objet

1.2.3 Parties techniques : Sans objet

1.3 Description des missions et éléments de mission

1.3.1 Éléments de la mission de base

APS	études d'avant-projet sommaire
APD	études d'avant-projet définitif

PRO	études de projet
ACT	assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux
VISA	examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre
DET	direction de l'exécution du ou des contrats de travaux
AOR	assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement

1.3.2 Missions complémentaires

MC1	OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination
MC2	SYN	Etudes de synthèse

1.4 Documents à transmettre par le titulaire en cours d'exécution du marché

Le format général des documents est précisé à l'article 1.1.2 du CCTP.

1.4.1 Documents à transmettre pendant la mission

Phases	Nombre d'exemplaires			
	Plans pliés A4	Plans sur cahiers de réduction A3	Pièces écrites format A4 /Echantillons	Versions informatiques (*) Sur Clefs USB (pour diffusion)
Avant-projet (APS)	2	2	2	2
Dossier administratif :				
- Permis de construire		10	10	2
- Permis de démolir		10	10	2
Avant-projet (APD)	2	2	2	2
Projet (PRO)	2	2	2	2
Mission ACT (DCE partie Moe)	2	2	2	2

1.4.2 Documents à transmettre après la réception

NATURE DES DOCUMENTS	FORMAT		SUPPORT
DOE	Papier	3	Classeur
	Numérique	3	Clé USB

Le détail de la composition du DOE est joint en annexe du CCTP.

1.5 Clause environnementale

Le titulaire doit prévoir d'insérer un critère environnemental, une clause environnementale ou des spécifications techniques environnementales pour chaque marché de travaux (par lot). Le titulaire doit également prévoir une pénalité dans les marchés de travaux pour non-respect de ces clauses environnementales.

1.6 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

En cas de non-respect de la clause prévue à l'article 1.5 ci-dessus, une pénalité de 5 000 € est prévue. Cette pénalité s'applique si au moins une disposition citée à l'article 1.5 n'est pas prévue dans un lot du marché de travaux ou qu'aucune pénalité n'est associée le cas échéant.

2. INTERVENANTS

2.1. Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est **monsieur l'Ingénieur Général de 2^{ème} classe Philippe BRISEMURE**, Directeur du Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest.

2.2. Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'Etat - Ministère des Armées – Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest (SID NO).

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conducteur d'opérations est assurée par le Bureau de Conduite des Opérations de RENNES.

L'interlocuteur privilégié est

l'IMI Luc GALLICE
02 23 35 23 80 - luc.gallice@intradev.gouv.fr

Le conducteur d'opérations est l'unique interlocuteur du titulaire.

Les relations avec les AMO et le conducteur d'opération sont précisées à l'article 1.2 du CCTP.

2.3. Titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/MOE, le titulaire est engagé par la qualité des moyens humains de l'équipe proposée dans son offre et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission. L'interlocuteur du maître d'ouvrage, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération est l'architecte présenté dans l'offre. Ce représentant est appelé « référent maîtrise d'œuvre ».

Le titulaire assure en toute circonstance la disponibilité d'un référent maîtrise d'œuvre compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/MOE, en cas de changement du référent maîtrise d'œuvre, le titulaire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, le nom du nouveau correspondant, accompagnés de ses références et tout renseignement le concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du titulaire, le nouveau référent maîtrise d'œuvre ainsi agréé expressément par le maître d'ouvrage devient l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.

Le titulaire s'assure que le nouveau référent maîtrise d'œuvre dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du titulaire, son information.

En application de l'article 3.4.2 du CCAG/MOE le maître d'œuvre notifie au maître d'ouvrage toute modification survenant au cours de l'exécution du marché.

Coordonnateur SPS

L'opération est soumise aux dispositions de l'article L4532-2 du code du travail. La mission de coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé sera confiée à un prestataire extérieur à la maîtrise d'œuvre.

La présente opération relève de la 2ème catégorie au sens du code du travail.

Les noms et références du coordonnateur SPS seront précisés au maître d'œuvre au plus tard à la fin des études d'avant-projet définitif.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre de par les dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

Conformément aux articles L.4531-1 au 4532-18 du code du travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Contrôleur Technique

Pour cette opération, le pouvoir adjudicateur a fait appel à un contrôleur technique dont l'identité sera communiquée au titulaire du présent marché dès sa notification.

2.4. Sous-traitance

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/MOE, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

Il est fait application de l'article 3.6 du CCAG/MOE et, le cas échéant, de l'article 37 du code de déontologie des architectes.

2.4.1. Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon le lien joint à la consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),

- Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : numéro unique d'identification (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr> et, le cas échéant, délégation de pouvoir,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, et décennale pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances,
- un RIB **si le sous-traitant a droit au paiement direct**,
- une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct**,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

2.4.2. Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant doit fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4. Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- Document(s) relatif(s) au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat : numéro unique d'identification (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr> et, le cas échéant, délégation de pouvoir,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile, et décennale pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241-1 du code des assurances,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutées au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

3.1. Pièces particulières

- Lettre de notification, présent cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement (CCAP valant AE) et ses annexes : annexe 1 Références, et annexe 2 Groupement
- état des prix forfaitaires (EPF)
- les actes spéciaux de sous-traitance

- cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- le programme de l'opération
- l'offre technique du titulaire

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du R.P.A font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(s) annexe(s), la pièce principale prévaut.

3.2. Pièces générales

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE), approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

3.3. Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Conformément à l'article 4.2 du CCAG/MOE, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

4. DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Forfait rémunération

Concernant la règle des arrondis, pour l'ensemble des calculs du présent marché, il sera fait application des dispositions suivantes :

- s'agissant des montants, seules les 2 premières décimales seront conservées.
- la deuxième décimale est arrondie en fonction de la valeur de la troisième décimale dans les conditions suivantes : si la 3ème décimale est inférieure à 5, la 2ème décimale sera conservée.

4.1.1 Enveloppe de rémunération du MOP

Fixation du cout prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Afin d'établir le cout prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du cout prévisionnel des travaux (EDC) fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- le Cout des Travaux à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ;
- le Cout des Travaux complémentaires issus des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ;
- le Cout des Travaux complémentaires issus des Modifications de programme imposées par le maître d'ouvrage (CTM).

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant les clauses de réexamen suivantes :

- Pour le cout des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) :

Plage de coût prévisionnel CPT	Position de CTI	Valeur de T	Valeur d' α	Valeur de F
Augmentation de 2 à 4%	$C_0 + 2\% < CTI \leq C_0 + 4\%$	$T = T_0 \times (1 - \alpha)$	0,1	$F = CPT \times T$
Augmentation de 0 à 2%	$C_0 < CTI \leq C_0 + 2\%$	Le forfait de rémunération provisoire devient définitif. T sera recalculé en conséquence F = forfait provisoire		
Diminution	$CTI \leq C_0$			

4.1.2 Répartition des honoraires du MOP par élément de mission

- Pour le Cout des Travaux complémentaires issus des Aléas (CTA) et le Cout des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme (CTM) :

Le maître d'œuvre fournira un devis détaillé du temps à passer correspondant à l'intégration de ces travaux dans l'opération pour les éléments de missions, sur la base des couts journaliers définis dans l'annexe à l'acte d'engagement.

Ce devis servira pour la mise au point l'évaluation de la rémunération définitive du maître d'œuvre pour l'intégration de ces travaux.

Le montant forfaitaire définitif de rémunération du maître d'œuvre sera donc égal à la somme de :

$$FD = F + \text{Devis}$$

Le montant du cout prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant.

Intervalle mini et maxi de % de chaque élément de mission
$9 \% \leq \text{APS} \leq 10 \%$
$16 \% \leq \text{APD} \leq 18 \%$
$18 \% \leq \text{PRO} \leq 21 \%$
$7 \% \leq \text{ACT} \leq 8 \%$
Phases études comprises entre 50% et 57%
$8 \% \leq \text{VISA} \leq 9 \%$
$30 \% \leq \text{DET} \leq 34 \%$
$5 \% \leq \text{AOR} \leq 7 \%$
Phases travaux comprises entre 43 % et 50 %

4.2 Modalités de règlement des prestations

La remise de la demande de paiement intervient a minima tous les mois et au maximum tous les 3 mois, et est déposée sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La demande de paiement comprend :

- La facture : elle est numérotée et doit faire obligatoirement référence au numéro de marché et à l'intitulé de l'opération objet des prestations. Elle précise le n° d'engagement juridique indiqué dans la lettre de notification notifiée à l'entreprise. Elle fera figurer les références bancaires de l'entreprise.
- L'état liquidatif de la variation de prix : il mentionne les éléments suivants :
 - o le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la variation du prix
 - o le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la variation de prix
 - o le(s) coefficient(s) de variation accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination
 - o le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
 - o le montant TTC de la (des) revalorisation(s).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de calculer les révisions en cas de non présentation d'état liquidatif ou de corriger l'état liquidatif en cas de présentation.

Pour faciliter votre démarche sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>, les éléments suivants sont à utiliser :

- SIRET à utiliser pour le dépôt des factures sous CHORUS PRO : 110 002 011 00044
- Code de service exécutant (SE) : **D10711K035**
- Adresse de facturation à indiquer : SID Nord-Ouest, 1 rue du Garigliano, RENNES

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/MOE, le représentant de l'acheteur établit le constat de service fait partiel, donnant lieu à un règlement partiel, en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Le règlement définitif du marché ne peut intervenir avant le constat de service fait total et la remise de la demande de paiement du solde.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/MOE à la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/MOE, à la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant de l'acheteur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

4.3 Echancier des demandes de paiement

4.3.1 Missions de base

La remise de la demande de paiement intervient a minima tous les mois et au maximum tous les 3 mois.

ELEMENTS DE MISSION ABBREVIATIONS	EXIGIBILITE DE L'ACOMPTE
APS	70% à la remise du dossier 30% à l'approbation du maître d'ouvrage
APD	60% à la remise du dossier 40% à l'approbation du maître d'ouvrage
PRO	60% à la remise du dossier 40% à l'approbation du maître d'ouvrage
ACT	40% à l'approbation du(es) dossier(s) de consultation par le maître d'ouvrage 20% à l'approbation du(es) rapport(s) d'analyse des candidatures par le maître d'ouvrage 20% à l'approbation du(es) rapport(s) d'analyse des offres par le maître d'ouvrage 20% à la notification du(es) marché(s) de travaux
VISA	15% à la production d'un document récapitulatif l'ensemble des études, plans d'exécution et plans de synthèse à remettre par les entreprises au visa du maître d'œuvre 70% répartis en fonction de l'avancement de réalisation des visas précisés dans ce même document 15% à la production du même document totalement complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, et accompagné des justificatifs nécessaires
DET	85% réparti au prorata temporis du délai d'exécution des travaux sous forme d'acomptes mensuels 15% à la date d'acceptation sans réserve du décompte général par les entreprises ou à l'issue du délai d'instruction des mémoires en réclamation
AOR	30% au prorata des réceptions effectuées avec réserves 30% à l'achèvement des délais de réserves 30% à la remise du dossier des ouvrages exécutés 10% à la fin de la garantie de parfait achèvement

4.3.2 Missions complémentaires

MISSION COMPLEMENTAIRE	Calendrier des éléments de mission MOP	EXIGIBILITE DE L'ACOMPTE
MC1 : Ordonnancement Pilotage et Coordination	APS/APD/PRO	10% à l'approbation du PRO par le maître d'ouvrage

	ACT	10% après notification des marchés de travaux
	DET	70% répartis en fonction de l'avancement des travaux
	AOR	5% à la remise du dossier des ouvrages exécutés
	AOR	5% à la levée des réserves
MC2 : Etude de synthèse (SYN) ou EXE selon réponse aux remarques	DET	80% répartis en fonction de l'avancement des travaux
	AOR	20% à la remise du dossier des ouvrages exécutés

Les missions complémentaires sont détaillées à l'article 4 du CCTP.

4.4 Forme et variation des prix

Le marché comprend des prestations à montant forfaitaire.

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

4.4.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la remise de l'offre. Ce mois est appelé « mois zéro ».

4.4.2 Modalités de variation des prix

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG/MOE, la révision est effectuée par l'application au prix du marché concerné d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + [0,85 \times I_n / I_0]$$

- dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n d'exécution.
- le mois n étant le mois d'exécution des prestations. En cas de prestations réalisées sur plusieurs mois, le mois n est le dernier mois de la période d'exécution.

L'index de référence (I), choisi en raison de leur structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché, est l'index ingénierie.

Les index sont publiés sur les sites suivant : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/ar/453.html> et <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>.

La formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

4.4.3 Calcul de la variation de prix

Le titulaire doit présenter un état liquidatif de la variation de prix mentionnant les éléments suivants :

- le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la variation du prix
- le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la variation de prix
- le(s) coefficient(s) de variation accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination

- le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
- le montant TTC de la (des) revalorisation(s).

En l'absence d'état liquidatif présenté par le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de calculer lui-même ou non les variations de prix.

4.5. Avance

En application de l'article 11.1 du CCAG/MOE, l'avance est versée au titulaire à la notification du marché dans les conditions de l'OPTION A.

Le taux unique de l'avance, quel que soit la forme de l'entreprise, est fixé à 30%.

5. MODALITES D'EXECUTION DES ELEMENTS DE MISSION

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG/MOE, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité. Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG/MOE, le présent article 5 fixe les délais, les points de départ des délais et le montant des pénalités en cas de retard des éléments de mission du présent marché.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG/MOE le montant total des pénalités n'est pas plafonné dans le présent CCAP, et les pénalités sont cumulables.

5.1 Eléments de mission de base, avec délais et pénalités

Elément(s) de mission		Détail	Délai ¹	Point de départ du délai	Pénalités ²	Délai prévisionnel d'approbation des études par le MOU
<input checked="" type="checkbox"/>	APS					
		Mise à jour de l'APS	28 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le MOE, de l'OS du RPA notifiant le déclenchement de l'élément de mission	500 € / jour calendaire de retard	60 jours calendaires
<input checked="" type="checkbox"/>	APD	études d'avant-projet définitif	49 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le MOE, de l'OS du RPA notifiant le déclenchement de l'élément de mission	500 € / jour calendaire de retard	90 jours calendaires

¹ Préciser les délais en jour(s) calendaires ou en semaine(s) – Ne pas mettre en jours francs ou en mois, dont les calculs sont sujets à débat.

² Attention : les pénalités ne sont jamais assujetties à la TVA.

Elément(s) de mission		Détail	Délai ¹	Point de départ du délai	Pénalités ²	Délai prévisionnel d'approbation des études par le MOU
<input checked="" type="checkbox"/>	PC	établissement du permis de construire et remise des pièces au MOA pour dépôt en mairie	21 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le MOE, de l'OS du RPA notifiant le déclenchement de l'élément de mission	500 € / jour calendaire de retard	21 jours calendaires
<input checked="" type="checkbox"/>	PRO	études de projet	49 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le MOE, de l'ordre du RPA notifiant le déclenchement de l'élément de mission	500 € / jour calendaire de retard	42 jours calendaires
<input checked="" type="checkbox"/>	ACT	ACT / rédaction du DCE	21 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le MOE, de l'ordre du RPA notifiant le déclenchement de l'élément de mission	500 € / jour calendaire de retard	21 jours calendaires
<input checked="" type="checkbox"/>	ACT	ACT / rapport d'analyse des candidatures	14 jours calendaires	date de remise des plis contenant les candidatures	500 € / jour calendaire de retard	21 jours calendaires
<input checked="" type="checkbox"/>	ACT	ACT / rapport d'analyse des offres	21 jours calendaires	date de remise des plis contenant les offres	500 € / jour calendaire de retard	21 jours calendaires
<input checked="" type="checkbox"/>	VISA	examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le MOE	5 jours calendaires	Réception des documents transmis par le/les entrepreneurs(s), y compris ceux issus de la synthèse	100 € / jour calendaire de retard et par document	
<input checked="" type="checkbox"/>	DET	DET / communication au maître d'ouvrage du projet de décompte mensuel établi par le ou les entrepreneurs	3 jours calendaires	Réception du projet de décompte transmis par le/les entrepreneurs(s)	500 € / jour calendaire de retard et par défaut de communication du projet de décompte	
<input checked="" type="checkbox"/>	DET	DET / diffusion par OS des CR de réunion de	2 jours ouvrés	Après validation du compte rendu par conducteur d'opération	500 € / jour calendaire de retard	

Elément(s) de mission		Détail	Délai ¹	Point de départ du délai	Pénalités ²	Délai prévisionnel d'approbation des études par le MOU
		maîtrise d'œuvre				
<input checked="" type="checkbox"/>	DET	DET / émission des OS faisant suite à une décision du RPA et/ou demande du conducteur d'opération	7 jours calendaires ou 2 jours ouvrés en cas d'urgence signalée	Réception de la décision du RPA ou de la demande du conducteur d'opérations	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	DET	DET copie au maître d'ouvrage des OS adressés aux entreprises	7 jours calendaires	Date de l'OS adressé à l'entreprise	500 € / OS	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / PV OPR	15 jours calendaires	Date d'achèvement des travaux telle que définie à l'article 41.1 du CCAG/travaux	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / proposition du MOE	5 jours calendaires	A compter de la signature du PV des OPR	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / PV de levée des réserves	5 jours calendaires	A compter de la date de levée des réserves indiquée à la décision de réception	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / proposition du MOE de levée des réserves	5 jours calendaires	A compter de la signature du PV de levée des réserves	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / émission des ordres de service (LR avec AR) faisant suite à une décision du RPA	5 jours calendaires	A Réception de la décision de la maîtrise d'ouvrage	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / vérification du projet de décompte final et établissement du décompte général (date la plus tardive)	7 jours calendaires	Réception du projet de décompte final par l'entreprise	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / notification des révisions de prix définitives	10 jours calendaires	Date de publication des index de référence	1/200 ^{ème} du montant (en prix de base, hors TVA) des révisions de prix restant à payer	

Elément(s) de mission		Détail	Délai ¹	Point de départ du délai	Pénalités ²	Délai prévisionnel d'approbation des études par le MOU
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / Contrôle du projet de décompte général	7 jours calendaires	réception du projet de décompte général	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / vérification du projet et analyse des réclamations	14 jours calendaires	Réception des documents communiqués par l'entreprise	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / émission d'un avis sur un désordre relevant de la GPA	7 jours calendaires	Date de saisine du maître d'ouvrage	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / convocation de l'entreprise pour constat contradictoire sur un désordre relevant de la GPA	7 jours calendaires	Avis sur désordre relevant de la GPA	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / émission d'un OS pour constat de reprise d'un désordre relevant de la GPA	7 jours calendaires	Date de reprise d'un désordre relevant de la GPA	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / mise en place et suivi d'un registre des désordres et émission systématique des fiches de résolution des désordres	21 jours calendaires pour la mise en place du registre	Date d'achèvement des travaux telle que définie à l'article 41.1 du CCAG/travaux	500 € / jour de retard dans la mise en place du registre 500 € / désordre non résolu et/ou suivi jusqu'au terme de la GPA	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / visite de fin de GPA (à réaliser à minima 1 mois avant la fin de GPA), constat d'absence de désordre en fin de GPA	7 jours calendaires	Date de saisine du maître d'ouvrage	500 € / jour calendaire de retard	
<input checked="" type="checkbox"/>	AOR	AOR / analyse des DOE et fourniture des DOE archi et DACT	21 jours calendaires	Réception des documents communiqués par l'entreprise	500 € / jour calendaire de retard	

5.2 Autres pénalités

Elément(s) de mission	Détail	Délai	Point de départ du délai	Pénalités
APS	Réunion en phase conception	Délai de convocation : 7 jours calendaires	Absence à une réunion ou un entretien. Les personnes désignées dans l'AE.	500 € par absence
APD				
PRO				
ACT				
VISA	Réunion en phase réalisation	Délai de convocation : 7 jours calendaires	Absence du MOE à une réunion ou un entretien. Les personnes désignées dans l'AE.	500 € par absence
DET				
AOR				
VISA/DET	Non-respect des prescriptions techniques du CCTP Travaux		Sur constat du maître d'ouvrage	500 € par constat
	Modification des prescriptions et des besoins sans accord de la MOA		Sur constat du maître d'ouvrage	5 000 € par modification
	Défaut de contrôle d'exécution		Lors de la réunion de chantier suivant la prestation, sur constat du défaut (non-respect des plans d'exécution visés, des règles de l'art, DTU, normes en vigueur etc.)	500 € par constat
	Transmission des DARTM, avenants	Délai DARTM : 10 jours calendaires Délai avenant : 15 jours calendaires	DARTM : à réception des devis des entreprises Avenant : à validation par OS de la MOA de la DARTM	500 € par jour

5.3 Réception des documents et délais d'approbation

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG/MOE, la décision par le maître de l'ouvrage d'admission, d'ajournement, avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus (incluant les missions complémentaires conformément au phasage défini au présent CCAP) doit intervenir avant l'expiration des délais fixés à l'article 5.2.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude définitif à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée sans réserve, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG/MOE, l'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Afin de faciliter le respect de ces délais par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre s'engage à lui communiquer, au fur et à mesure de leur élaboration et sur simple demande de sa part, les versions intermédiaires des documents d'études.

5.4 Pénalités pour non-respect dans la remise des documents

En cas de retard dans la remise d'un document ou d'un livrable décrit au CCTP, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et par livrable considéré est appliquée hors pénalités prévues aux articles 5.1 et 5.2 ci-dessus.

6. ELEMENTS DE MISSION DET

6.1 Ordres de services délivrés par le maître d'œuvre

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur, avec copie au maître d'ouvrage.

Ces ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre et adressés par celui-ci, en trois exemplaires, à l'entrepreneur, lequel lui en retournera deux, après les avoir signés et complétés par la date de réception.

Un des deux exemplaires retournés par les entrepreneurs sera adressé au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent recevoir une numérotation chronologique et faire l'objet d'un enregistrement, conformément au disposition du CCTP du présent marché.

Toutefois, un certain nombre d'ordres de service ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'au vu de décisions écrites préalables du Représentant du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, l'ordre de service ne comporte que la transmission de ces décisions à l'entrepreneur. Les ordres de service faisant suite à une décision du Représentant du Pouvoir Adjudicateur sont les suivants :

- notification de la date de commencement des travaux ;
- passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- notification de prix nouveaux à l'entrepreneur pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- interruption ou ajournement des travaux ;
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage ;
- modification du délai contractuel ;
- et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions contractuelles des marches de travaux.

6.2 Suivi de l'exécution des travaux – réunion de chantier (cf article 2.7.2 b. du CCTP)

La direction de l'exécution des contrats de travaux incombe au maître d'œuvre, qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par le/les entrepreneurs(s) l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification, sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, pour ce qui concerne les modifications ayant une incidence financière et ou calendaire.

Les représentants de la maîtrise d'œuvre chargés de la direction de l'exécution des travaux devront être habilités par le maître d'ouvrage au vu de leurs qualifications.

Il y aura, au minimum un rendez-vous de chantier hebdomadaire, organisé par le maître d'œuvre. Ce rendez-vous aura pour objet notamment :

- la vérification de la mise à jour périodique des programmes de travaux découlant du calendrier d'exécution contractuel,
- l'examen des problèmes imprévus rencontrés en cours d'exécution des travaux, qu'il s'agisse de problèmes techniques, administratifs ou autres, étant précisé que si ces problèmes nécessitent des discussions ou des études prolongées, ils feront l'objet de réunions spéciales ultérieures dont la date sera fixée à l'occasion du rendez-vous,
- La réalisation d'une visite de chantier avec tous les intervenants.

Un compte-rendu détaillé sera établi par le maître d'œuvre. Il sera diffusé par ordre de service par le maître d'œuvre à tous les intervenants, dans un délai indiqué au présent CCAP.

D'autres rendez-vous réguliers ou occasionnels pourront avoir lieu, notamment pour la mise au point des plans d'exécution et du mode de réalisation de parties d'ouvrage auxquelles concourent plusieurs corps d'état différents. Le maître d'ouvrage ou son représentant pourra assister à toutes ces réunions qui feront l'objet de compte-rendu établis par le maître d'œuvre et diffusés à tous les intéressés.

6.3 Vérification des comptes des titulaires des marchés de travaux

Etablissement des états acomptes mensuels

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par le ou les entrepreneurs et qui lui sont transmis par voie dématérialisée via Chorus Pro.

Le maître d'œuvre s'assure que les projets de décomptes mensuels établis par le ou les entrepreneurs ont été transmis par ces derniers au maître d'ouvrage. Si nécessaire, il procède lui-même à cet envoi.

Après vérification, et éventuellement modification par le maître d'œuvre, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre transmet le décompte mensuel au maître d'ouvrage par voie dématérialisée via Chorus Pro. Il revient au maître d'ouvrage de déterminer le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur et d'établir l'état d'acompte.

Le maître d'ouvrage notifie à l'entrepreneur par ordre de service l'état d'acompte accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Les modèles de projet de décompte seront fournis par le maître d'ouvrage.

Etablissement du décompte général

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par voie dématérialisée via Chorus Pro.

Après vérification, et éventuellement modification par le maître d'œuvre, le projet de décompte final devient le décompte final.

Le maître d'œuvre transmet le décompte final au maître d'ouvrage par voie dématérialisée via Chorus Pro. Il revient au maître d'ouvrage d'établir le projet de décompte général et de le proposer à la signature du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur notifie, par voie dématérialisée via Chorus Pro, le décompte général à l'entrepreneur.

Les modèles de projet de décompte final sont fournis par le maître d'ouvrage.

Notification des révisions de prix définitives

Il est fait application de l'article 12.4.2 du CCAG/travaux.

Contrôle du projet de décompte général

A l'issue des travaux, si le maître d'œuvre n'a pas vérifié le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur et ne l'a pas transmis au maître d'ouvrage, alors l'entrepreneur peut établir un projet de décompte général.

Le projet de décompte général est transmis au maître d'œuvre par l'entrepreneur par voie dématérialisée via Chorus Pro.

A partir de celui-ci, le titulaire établit le décompte général.

Il transmet le décompte général par voie dématérialisée via Chorus Pro. au maître d'ouvrage.

Les modèles de projet de décompte final seront fournis par le maître d'ouvrage.

7. ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION

Opérations préalables à la réception

Le déroulement des OPR est précisé dans le CCTP.

Le maître d'œuvre dispose des délais indiqués au présent CCAP pour la réalisation des OPR (PVR OPR) et de sa proposition de réception au maître d'ouvrage.

En cas de dépassement de ces délais, le maître d'œuvre subira des pénalités dont le montant est défini au présent CCAP. Les mêmes clauses de délais et de pénalité s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception, et aux propositions complémentaires correspondantes du maître d'œuvre au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date des opérations préalables à la réception dans un délai indiqué au présent CCAP suivant la date fixée par l'entrepreneur, le maître de l'ouvrage fixe alors la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, dans les 30 jours qui suivent la réception de la lettre adressée par l'entrepreneur. Cette date est notifiée à l'entrepreneur et au maître d'œuvre.

Dossier des ouvrages exécutés

Pour chaque corps d'état, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) devra être fourni dûment vérifié par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage et suivant les modalités définies dans le CCTP, dans un délai défini au présent CCAP. L'entrepreneur informera le maître d'ouvrage de ce dépôt chez le maître d'œuvre.

Instruction des mémoires de réclamation

Si un différend survient entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre l'entrepreneur et le représentant du pouvoir adjudicateur, l'entrepreneur rédige un mémoire en réclamation, dont il adresse copie au maître d'œuvre. Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est défini au présent CCAP ainsi que les pénalités afférentes à tout retard.

8. ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE COUT DE L'OPERATION

8.1 Avant la passation des marchés de travaux – Coût prévisionnel des travaux (CPT)

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 études) fixé par l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage sur le coût prévisionnel des travaux (CPT) sur la base des études APD. Ce CPT est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage conformément au programme, à l'exclusion notamment :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des éventuelles dépenses d'exécution d'œuvre d'art, y compris les travaux nécessaires à l'intégration de cette œuvre dans le bâtiment ;
- des frais éventuels de contrôle technique, de SPS, de sondages de sols, de levé topographique,
- des frais de déménagement du mobilier existant

- de tous les frais financiers.

Les éventuelles modifications de deuxième et troisième catégorie selon les dispositions de l'article 8 du présent CCAP proposées lors des études d'avant-projet (AVP) ne sont pas intégrées initialement dans le coût prévisionnel des travaux (CPT). L'incidence de ces modifications sur la rémunération du maître d'œuvre et le CPT est précisée après la définition, par avenant, du CPT et de la rémunération définitive du maître d'œuvre (F) et suivant les dispositions de l'article 8 du présent CCAP.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Si l'estimation maîtrise d'œuvre du coût prévisionnel des travaux (CPT) au moment de la remise des prestations APD est supérieure au coût prévisionnel provisoire des travaux Co arrêtée dans l'acte d'engagement, assorti d'un taux de tolérance fixé à 4%, le pouvoir adjudicateur peut refuser d'admettre les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec le coût prévisionnel provisoire des travaux Co cité ci-dessus.

Dans l'hypothèse d'un dépassement du taux de tolérance de 4%, avec admission des prestations, le taux de rémunération fait l'objet d'une négociation lors de la conclusion de l'avenant relatif au forfait définitif de rémunération, étant entendu que le taux de rémunération ne pourra être supérieur à $T = T_0 \times (1 - \alpha \%)$, avec T, T₀ et α définis à l'article 3.2 du présent document.

8.2 A la notification des marchés de travaux – coût de réalisation des travaux (CRT)

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation du/des entrepreneur(s), tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet. Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition des entreprises de travaux, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux (CRT).

Le CRT est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m₀ du marché de travaux.

Le CRT est comparé au coût prévisionnel des travaux CPT suivant la même base des conditions économiques. Pour ce faire le CRT est ajusté par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois m₀ des offres travaux ci-dessus et au mois m₀ des études du marché de maîtrise d'œuvre (le coefficient est arrondi au millième supérieur).

Si le coût de référence des travaux (CRT) est supérieur au CPT, éventuellement modifié selon les dispositions de l'article 8, assorti d'un taux de tolérance de 3% (soit CPT x 1,03), le pouvoir adjudicateur :

peut déclarer l'appel d'offres infructueux ;

peut choisir ou non de notifier le marché de travaux;

peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit alors établir un nouveau DCE dans un délai de 2 semaines à compter de l'accusé de réception de cette acceptation, pour permettre de lancer une nouvelle procédure.

8.3 A l'achèvement des travaux - coût constaté après l'achèvement des travaux (CC)

Le coût constaté (CC), déterminé après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base (conditions économiques du mois m₀ travaux), des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, y compris avenants, commandes et réclamations acceptées, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage.

Si le CC est supérieur au CRT, éventuellement modifié selon les dispositions de l'article 8, assorti d'un taux de tolérance fixé à 2% :

le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à : $2 \times (CC - CRT \times 1,02) \times F / CRT$, F étant égal au forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre fixé par avenant ;

le montant de cette pénalité est plafonné à 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux. (VISA, DET et AOR)

Tout dépassement doit immédiatement entraîner, de la part du titulaire, la mise en place de mesures, soumises à l'approbation du maître de l'ouvrage, et destinées à revenir au plus près de son engagement initial.

Le maître d'œuvre est chargé de la tenue du tableau de suivi des modifications. Ce tableau devra, a minima, comprendre les informations suivantes :

- catégorie de la modification,
- montant des modifications,
- à quel stade (élément de mission MOP) les modifications ont été réalisées,
- nature et date du fait générateur de la modification,
- date de transmission du rapport au maître de l'ouvrage,
- date de l'accord ou du refus du maître de l'ouvrage,
- n° du devis éventuel de l'entreprise (Mission DET),
- Référence OS de notification de modification des travaux à l'entrepreneur (Mission DET).

Le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation des marchés de travaux sans modification du coût de réalisation des travaux, ni supplément de rémunération.

Ces modifications de 1e catégorie sont comptabilisées dans le calcul du coût constaté des travaux (CC) à comparer avec le coût de réalisation des travaux (CRT).

9. PROTECTION DE LA MAIN-D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

9.1 Application des principes généraux de prévention

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur le chantier, au même titre que le maître d'ouvrage et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, le maître d'œuvre doit, tant au cours de la phase conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter comprennent des actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au maître d'œuvre.

9.2 Collaboration dans la phase des études

Le maître d'œuvre est tenu d'associer le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dès la phase d'élaboration du projet de l'ouvrage, lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier.

Il devra convoquer le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé à toutes les réunions qu'il organise afin de lui permettre d'exercer correctement sa mission. Il lui adressera ses études dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission.

Le maître d'œuvre devra tenir compte des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ou adopter des mesures d'une efficacité équivalente.

9.3 Mesures d'organisation générale du chantier

Les mesures d'organisation du chantier sont prises sous l'autorité du maître d'œuvre, elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le maître d'œuvre répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal tenu par le coordonnateur s'il l'estime nécessaire

10. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des articles 23 et 24 du CCAG/MOE.

11. ASSURANCE

Le maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée.

Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance fourni avec son offre.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

Le maître d'œuvre devra justifier d'une police d'assurance de responsabilité civile décennale en cours de validité au jour de l'ouverture du chantier, le garantissant pour la mission qui lui est confiée pour l'opération.

- Ce contrat doit comporter au minimum les garanties :
- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du Code civil y compris au profit des «existants totalement incorporés et techniquement indivisibles»
- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.
- Pour les chantiers dont le coût prévisionnel de travaux et honoraires est inférieur à 15 millions € HT, l'attestation doit comporter :
 - le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées;
 - dans le domaine de l'habitation, une garantie à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
 - dans le domaine du hors habitation, une garantie à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître de l'ouvrage tel que visé par l'article R.243-3-I du Code des assurances.

13. MODALITES D'ARRET OU DE RESILIATION DES PRESTATIONS OU DU MARCHÉ

13.1 Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre prend fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement des marchés de travaux, éventuellement prolongée si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période et ce, à condition qu'aient été instruits, par le maître d'œuvre, les éventuels mémoires en réclamation du/des entrepreneurs(s).

L'admission des prestations ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG/MOE, la décision d'admission prend effet à la date d'achèvement des prestations fixée par le RPA sur proposition du maître d'ouvrage ou en cas d'admission tacite, au terme du délai imparti pour procéder aux opérations de vérification.

En cas de réfaction, ajournement ou rejet des prestations, les décisions prises sont motivées et notifiées au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal.

13.2 Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG/MOE avec les précisions suivantes :

13.2.01 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/MOE, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnisation.

13.2.02 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du CCAG/MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10% par dérogation à l'article 32 du CCAG/MOE. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art. 28.1 du CCAG/MOE), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/MOE, le marché pourra être résilié –sans mise en demeure – dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites des seuils de tolérance fixés au présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le maître d'œuvre ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel des travaux sur lequel il s'est engagé.

14. PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURE DE SECURITE

14.1 Protection du secret de la défense nationale

Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG-MOE et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le titulaire

s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le marché est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

14.1.1 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

14.1.2 Contrôle nominatif

L'ensemble du personnel qui réalise les prestations fait l'objet d'une enquête administrative. A cette fin, le formulaire d'enquête administrative « SOPHIA » est à compléter, pour chaque personne, et à retourner à l'officier de sécurité du site, par voie dématérialisée.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

14.1.3 Contrôle des accès

L'accès au site est subordonné au passage par le poste de sécurité. Le contrôle d'accès ainsi que les règles intérieures du site sont applicables.

14.1.4 Contrôle des véhicules

La liste des véhicules du titulaire est fournie au représentant du SID NO dès la notification du marché.

14.1.5 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) porte de manière apparente un badge pouvant contenir les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

14.2 Enquête administrative nominative (Contrôle PRimaire (CPR) des personnes physiques)

L'ensemble du personnel qui réalise les prestations sur site fait l'objet d'un Contrôle PRimaire (CPR).

Le dossier relatif au CPR et transmis au chargé d'affaire ou au maître d'œuvre [correspondant à préciser selon le type de marché] comprend :

- le formulaire de Contrôle PRimaire (CPR) « SOPHIA » disponible sous [ixarm.com](https://www.ixarm.com/sites/default/files/documents/formulaire%20CPR.pdf) (<https://www.ixarm.com/sites/default/files/documents/formulaire%20CPR.pdf>) en 2 exemplaires :
 - o en pdf natif (règle de nommage: CPR_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA)
 - o en pdf scanné, après signature (règle de nommage: SCAN_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA)
- un pièce d'identité valide (règle de nommage: PI_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA).

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des contrôles primaires est d'environ 2 mois. Le titulaire tient compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations.

14.3 Transmission des documents marqués « diffusion restreinte »

Au cours de l'exécution du marché, les documents marqués « **diffusion restreinte** » sont transmis selon les modalités suivantes :

1ère étape: le titulaire remplit, signe et envoie au chargé d'affaire l'engagement de non divulgation des informations et supports "**Diffusion Restreinte**" dont le modèle est disponible sur demande.

2ème étape: le chargé d'affaire réceptionne l'engagement de non divulgation des informations et supports "**Diffusion Restreinte**" et transmet au titulaire les documents « **diffusion restreinte** » :

- Soit par une remise en main propre
- Soit par courrier, en recommandé avec accusé de réception: la transmission s'effectue sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention diffusion restreinte et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission
- Soit par moyen électronique: les informations doivent être chiffrées à l'aide d'un dispositif ayant fait l'objet d'une qualification au niveau standard, d'une caution de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ou d'une évaluation par le centre technique SSI du ministère des armées.

14.4 Exécution du marché soumise à d'autres conditions particulières

Le marché est « spécial France » et relève de l'article L2512-3 du code de la commande publique. Le marché est réservé aux personnes morales de droit français et aux personnes physiques de nationalité française.

Le titulaire s'engage à ne pas diffuser de documents ou copies estampillés spécial France en tout ou partie, à un Etat étranger ou l'un de ses ressortissants, à une organisation internationale, ni à une entreprise de droit étranger.

15. RAPPEL DES DEROGATIONS AU CCAG/MOE

L'article ... du présent CCAP		à l'article ... du CCAG/MOE
2.3	déroge à	3.4.1
2.3		3.4.3
2.4		3.6.2
3		4.1
4.2		11.6
5		16.2.1
5		16.2.2
5.3		20.2
5.3		21
13.1		21.1
13.2.1		31
13.2.2		30
13.2.2		32